

COMMUNIQUE DE L'A.P.R.C. (1)

Le Secrétariat National de l'opinion publique dépendant de l'Episcopat a fait publier un texte concernant les mesures prises par l'Episcopat en faveur des prêtres diocésains ayant quitté le Ministère.

Le Bureau de l'APRC a pris connaissance de ce texte.

Il formule les remarques et précisions suivantes :

Remarques :

1 - Le communiqué du Secrétariat National de l'opinion publique se présente comme voulant diffuser plus largement les décisions prises par l'Episcopat Français à Lourdes.

En réalité, il s'agit surtout de tenter d'apporter une réponse tranquillissante à tous ceux qui pourraient s'interroger après avoir lu le tract diffusé par l'APRC.

2 - Ceux et celles qui croyaient que le sacerdoce et la vie religieuse étaient une aventure spirituelle vécue avec Jésus-Christ et que la vieillesse de ceux et celles qui loyalement et généreusement s'étaient engagés dans cette aventure était d'abord un problème humain - il faut bien que ces personnes vivaient sauront que, pour l'Episcopat, il s'agit d'abord d'une affaire juridique - d'un contrat d'un type très particulier..

Ils constateront que l'Episcopat sait changer de langage selon les besoins de la cause.

3 - Le communiqué déclare, avec beaucoup de bienveillance, qu'il ne s'agit pas de juger les raisons qui ont amené 4 à 5000 prêtres à "rompre le contrat" - pour reprendre un langage qui n'est pas le nôtre

En effet, à quoi bon tenter un effort de jugement, de discernement et d'éducation puisque la cause est entendue : tous les "partis" ^{ont tort} et ils ont tort totalement. L'autre partie prenante du contrat est parfaitement innocente...

Silence sur les méthodes de recrutement utilisées naguère
Silence sur la formation donnée - Silence sur les questions posées par le type de sacerdoce ou d'apostolat - Silence sur les problèmes d'ordre intellectuel ou affectif ...etc..

Les lecteurs auront compris qu'en ce domaine comme en d'autres c'est le lampiste qui a toujours tort. C'est l'ouvrier ou l'employée qui rompt son contrat quelles que soient les conditions de l'embauche ou du travail. La sagesse populaire sait que "tous les torts son rarement du même côté." Ici, point besoin de la sagesse qu'enseigne la vie...
[REDACTED]

4 - Beaucoup [REDACTED], chrétiens ou non - laïcs ou prêtres - seront étonnés d'entendre les Evêques dire à ceux qui ont servi les communautés chrétiennes pendant 15 ou 25 ans et qui étaient - paraît-il - leur frère dans le même sacerdoce: "Allez Messieurs, vous avez rompu le contrat - Nous ne vous devons rien."

2

Les prêtres qui sont en retraite pensaient sans doute qu'ils l'avaient bien gagnée cette retraite au cours de leurs années de ministère. Celui qui a réorienté sa vie pensait qu'il pouvait avoir le même sentiment envers la part qu'il recevait de la Caisse vieillesse des cultes. Il sait maintenant qu'il a tort. Il sait que la manne qu'il reçoit lui est donnée par un maître généreux et sans reproche.

Il est vrai que ce sont les députés et les sénateurs qui ont demandé à ce que les 15000 hommes et femmes ayant quitté le ministère ou la vie religieuse ne soient pas oubliés dans la Loi du 2/1/78

Précisions sur les faits

1 - La pension versée par la Caisse vieillesse des Cultes ne permet à personne de vivre. La pension réelle d'un prêtre ou d'une religieuse n'est pas assurée par 625F par mois (1979)

Or, c'est bien sur cette somme seule qu'est calculée la part versée aux prêtres, religieux et religieuses "partis"

2 - Les mesures complémentaires votées à Lourdes sont présentées - et ce n'est pas la première fois - comme venant de l'Episcopat. En réalité, avant les interventions de l'APRC, le problème de la vie matérielle de ceux et celles qui ne percevront que de 1000 à 1500F de retraite par mois n'avait pas été posé. Le 5/1/78; le Président de l'Episcopat préconisait encore la mendicité individuelle à la porte des évêchés...

3 - Les décisions prises à Lourdes ne sont pas conformes à la solution imposée par la commission rencontrée par les responsables de l'APRC et que présidait le vice président de l'Episcopat. Le contenu des discussions a été consigné dans des comptes rendus signés par les deux parties

4 - Ce que le communiqué ne dit pas non plus, c'est que les mesures prévues ne concerneront qu'un nombre très restreint de personnes - au mieux, 20% des seuls prêtres diocésains -
Quant au complément pour enfants à charge il concernera encore beaucoup moins de personnes. Pour le vérifier, il suffit de faire quelques calculs...

Il est gênant d'annoncer des mesures "sociales" sans dire, en même temps, qu'elles ne s'adresseront qu'à un petit nombre de bénéficiaires... Telle circulaire officielle est pourtant claire sur ce point..

5 - Les modalités d'attribution de l'aide qui a été prévue ont été décidées unilatéralement et elles sont moins "humaines", moins "sociales" que celles prévues pour l'attribution du Fonds National de Solidarité : réévaluation un fois par an (les plus démunis ne souffrent pas de l'inflation..) - au bon vouloir des autorités ecclésiastiques - versement à terme échu c'est à dire en 1981, au titre de l'année 1980

6 - Ce système d'aide aux situations matérielles difficiles n'apporte ^{pas} de remède au problème fondamental qu'est la sous évaluation de la retraite de base

7 - Le communiqué parle du coût de cette aide. Pour juger en vérité nous pensons qu'il faut tenir compte des éléments suivants qui sont toujours tus

- d'abord, comme il a été dit, le nombre restreint des bénéficiaires

- ensuite des rachats de cotisations effectués par certains d'entre nous pour lesquels la Caisse des Cultes ne versera donc pas un sou.

- enfin, des 257 millions de nouveaux francs versés par le Régime Général ~~à la~~ ^{donc les salaires} Caisse Vieillesse des Cultes au titre de la compensation démographique (cf; Journal Officiel du 21/2/80)

A cette somme, il faudrait ajouter les recours au FNS qui nous ont été suggérés...

8 - Parce que le communiqué émane d'une commission épiscopale il n parle pas des 10000 Religieux et Religieuses "parties".
L'APRC ne peut accepter des solutions différentes.

Actuellement,

- une aide pourra être accordée aux anciens religieux à des conditions plus difficiles que pour les anciens prêtres diocésains
 - aucune aide n'a été prévue pour les anciennes religieuses dont certaines sont pourtant dans une situation matérielle difficile
- L'APRC entend ne pas les oublier.

Pendant 3 ans, l'APRC a cherché, par tous les moyens, une solution amiable et humaine.

On lui a répondu, pendant 1 an, par la porte fermée ensuite par des décisions unilatérales aujourd'hui par le droit canonique

L'APRC ne cherche pas à provoquer le scandale. C'est elle, qui par deux fois, a repris contact après Lourdes : il faut aussi le dire.

L'APRC est sans illusions. Elle sait que la puissance - sous toutes ses formes - n'est pas de son côté..

Elle pense qu'il est de mauvaises victoires

et elle espère que les autorités responsables sauront prendre à temps les décisions nécessaires - des décisions qui tiendront mieux compte de la réalité de la vie - de la dignité et de la liberté des personnes.